ASSEMBLEE DEBAT

MERCREDI 11 AVRIL

à 19H30 SALLE DUMONT

Avenue Gallieni – Près de la Gare RER, dans le parc de la bibliothèque

Avec **Michel LEFEBVRE**, enseignant de collège,

Sylvie GUY, directrice d'école maternelle, suppléante

Candidats aux élections législatives

dans la 10^e circonscription de Seine Saint- Denis
(AULNAY- LES PAVILLONS-BONDY SUD-EST)

UNITE CONTRE LA RATIFICATION DU NOUVEAU TRAITE EUROPEEN !

LES TRAVAILLEURS NE VEULENT PAS QU'ON LEUR APPLIQUE LA « REGLE D'OR » !

Déjà plus de 30 000 travailleurs ont signé l'appel lancé par le POI, 2500 en Seine Saint-Denis (dont 220 à Aulnay et 60 à PSA). Militants et élus du PCF, du Parti de gauche, du PS, mais aussi des Verts, militants syndicalistes, ils montrent que l'unité est possible pour le combat contre la ratification du nouveau traité européen.

Le P.O.I. a décidé de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle pour mieux pouvoir dénoncer les institutions antidémocratiques de la Ve République et combattre pour une Assemblée constituante souveraine. Il présente 108 candidats aux élections législatives qui mettent au centre de leur campagne, avec le combat contre le TSCG :

- **La dette des spéculateurs n'est pas celle des peuples, il faut l'annuler,**
- **Si l'on veut sauver les services publics, renationaliser EDF, la Poste, si l'on veut défendre (et reconquérir tout ce qui a été perdu) la Sécurité sociale, les retraites, il faut rompre avec l'Union européenne et ses traités.**

Le POI d'Aulnay et son candidat Michel LEFEBVRE, proposent à tous les candidats des autres partis, à tous les militants qui se réclament du mouvement ouvrier et de la démocratie de lancer un appel commun et de mener ensemble une campagne contre la ratification du Traité « superMaastricht ».

UNITE SANS PREALABLE NI CONDITION POUR BLOQUER CE TRAITE !

Qu'est-ce que le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (T.S.C.G.) ?

Signé le 2 mars par 25 chefs d'Etat et de gouvernement, il impose la « règle d'or » qui inscrit dans la Constitution l'interdiction des déficits publics.

Ce traité doit être ratifié par le Parlement français, après les élections législatives de juin.

Pour notre pays, l'application de ce traité entraînerait :

- 80 milliards d'euros de coupes budgétaires ou de rentrées fiscales supplémentaires par an (à trouver dans les services publics, les collectivités locales, la Sécurité sociale) pour annuler le déficit actuel de 5.7% du P.I.B.
- La « règle d'or » serait opposable aux syndicats, aux élus locaux qui voudraient le contester.

DEFENDRE ET RECONQUERIR LES SERVICES PUBLICS !

Depuis 20 ans que s'applique le traité de Maastricht, tous les services publics ont été soit privatisés (Poste), soit menacés de démantèlement. Le nouveau Traité super Maastricht, s'il était ratifié, accélérerait cette destruction des services publics ! A Aulnay, ...

... SECURITE SOCIALE

Le centre de Sécurité sociale de la rue Marcel Sembat, qui traitait les dossiers des assurés sociaux, est menacé de fermeture et le premier étage doit être vendu !

Il y avait 40 centres de Sécurité sociale en Seine Saint Denis, seuls 3 pôles, Le Raincy, Bobigny et Saint Denis traiteraient les dossiers, tous les autres centres devant fermer ou au mieux garder un centre d'accueil.

Le POI a organisé la mobilisation unitaire, 800 aulnaysiens ont signé un appel contre la fermeture et une délégation du POI accompagnée par F. Bovais Liégeois, maire-adjointe PS a été reçue à la CPAM de Bobigny.

Combattre contre la réduction des déficits publics et le TSCG, **n'est-ce pas continuer le combat contre la fermeture et la vente du centre de Sécurité sociale Marcel Sembat ?**

... ECOLE

- 77 000 postes ont été supprimés, rien que ces 5 dernières années, sous le gouvernement Sarkozy.

A la prochaine rentrée à Aulnay, 3 classes sont supprimées en Primaire, ainsi que 2 RASED pour les élèves en difficulté.

Des centaines d'heures sont supprimées en collège (54 h au Parc, 68 h à Gérard Philipe).

N'est-il pas indispensable de continuer d'exiger **l'annulation de toutes les fermetures de classes, la restitution de toutes les heures et postes supprimés et de combattre pour l'unité des syndicats d'enseignants et organisations de parents d'élèves ?**

F. Hollande promet, s'il est élu, de rétablir 60 000 postes sur 5 ans. **Le préalable n'est-il pas de se prononcer clairement contre le Traité TSCG et la règle d'or ?**

Qu'est-ce qu'un P.P.P. ?

(Partenariat public-privé)

- Le 7^e collège d'Aulnay rue de Toulouse va être construit, comme 11 autres sur le département de Seine Saint Denis par un P.P.P. (voir ci-contre). Le Président du Conseil général PS, Claude Bartolone et sa majorité (le PS a voté pour, le PCF et un conseiller général de droite ont voté contre) ont décidé de faire construire par l'entreprise privée Eiffage 12 collèges dont le 7^e collège d'Aulnay.

Depuis l'ordonnance de 2004 signée par N. Sarkozy, une administration ou une collectivité locale peuvent confier à un seul et même opérateur privé le financement, la construction, la maintenance et l'exploitation d'un équipement. En contrepartie, le commanditaire public doit payer à l'opérateur privé, un loyer pendant des années. La personne publique ne récupère la propriété de l'ouvrage qu'au terme du bail.

Tous les syndicats d'enseignants du département et ceux du Conseil général revendiquent **le retour à une Maitrise d'Ouvrage Publique (MOP) et des subventions de l'Etat.**

Le PPP engraisse donc les patrons, les banques (taux d'intérêt très élevés). Il est à l'origine de scandales comme celui de l'Hôpital du sud francilien qui a coûté 100 millions de plus que prévu. Et le PPP est comme un leasing : pendant 20 ans de PPP, le propriétaire c'est l'opérateur privé, même si le Conseil général apporte les 2/3 du financement et Eiffage 1/3. Il n'est donc pas astreint à respecter les principes de gratuité et de laïcité et peut louer certains locaux en dehors des heures de cours.

Ce choix du président du Conseil général et de ceux qui le soutiennent signifie :

Il ne faut espérer aucun changement. Tout gouvernement de droite ou de « gauche » devrait obéir aux diktats de l'Union européenne et réduire massivement toutes les dépenses publiques de 80 milliards par an comme l'impliquerait la ratification du TSCG.

... SERVICES MUNICIPAUX

Au conseil municipal du 22 mars 2012, la réduction de la part de la masse salariale dans le budget de fonctionnement de la ville 2012 a été proposée par le Maire et adoptée par sa majorité. Il avait qualifié de « fardeau » les 300 embauches réalisées par la municipalité précédente. Il propose « d'examiner les doublons », refuse la remunicipalisation de certains services comme le ménage et envisage de poursuivre l'externalisation de certaines activités. Les 3 jours de bonus retraite annuels pour les employés communaux sont également remis en cause à compter de 2012.

Pourquoi faudrait-il relayer la politique de « réduction de la dette publique » et s'en prendre aux conditions de travail, aux effectifs et aux salaires des employés communaux et par voie de conséquences aux services rendus à la population. Pourquoi faudrait-il appliquer à Aulnay la politique du gouvernement Sarkozy de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ?

**Non à un budget de « réduction de la masse salariale » du personnel communal !
Pour le maintien de tous les services municipaux à la population !**

Eiffage est le maître d'œuvre des 12 collèges du 93 en P.P.P. Le Conseil général paiera à Eiffage 30 millions d'euros par an pendant 20 ans (c'est-à-dire nos impôts !).

Pour le maintien de tous les postes d'employés communaux !